

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°121 - 31 mai 2012

Coup de pouce au social !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2012

Démocratie & Socialisme

Les organisations syndicales ont été reçues mardi 29 mai à Matignon. Retraites, salaires, plans sociaux, licenciements, emploi ... tout a été passé en revue pour préparer la conférence sociale de mi-juillet. Discuter, c'est déjà un changement.

François Hollande a réaffirmé le soir que « toutes les propositions » faites dans sa campagne seraient tenues. Il faut s'en féliciter et maintenant rentrer dans le dur des propositions.

Le décret sur les 60 ans doit être le premier signe.

Avec 41 annuités validées, le droit à la retraite à 60 ans à taux plein (c'est-à-dire sans décote) doit s'imposer avec le financement annoncé en termes de hausse des cotisations sociales. Donner ce signe, c'est renforcer la gauche dans la campagne des législatives. C'est aussi poser un acte avant que ne s'engage la négociation globale sur les retraites et leur financement. Le Parti socialiste avait fait des propositions en 2010, les organisations syndicales ont les leurs : c'est la base sur laquelle doivent s'engager les négociations. La gauche, c'est la retraite à 60 ans ! Ce sera l'horizon de notre engagement des prochains mois.

La hausse du SMIC, avec un « coup de pouce » doit être significative.

Il y a des propositions sur la table à discuter. Leur coût ? Quelques niches fiscales en moins. Quant au poids sur les petites entreprises, la réforme fiscale annoncée peut y remédier en baissant l'impôt sur les TPE, PME.

Surtout, la hausse du SMIC, c'est la base pour toutes les grilles de salaires qu'il faut négocier dans les professions afin qu'aucun salaire de base ne soit inférieur au SMIC et que les grilles ne soient pas tassées vers le bas.

La conférence sociale est ainsi le premier étage de négociations salariales en précisant le cadre général d'évolution des salaires ayant vocation à orienter les discussions dans les branches professionnelles et les entreprises. Ce sera l'actualité des Négociations annuelles obligatoires (NAO) dès la rentrée de septembre. Et ça se prépare maintenant.

20 fois le SMIC (ou le salaire d'embauche) maximum ! Ce doit être la référence dans le public (c'est annoncé par le gouvernement), mais aussi dans le privé ! Le tassement des salaires c'est par le haut qu'il faut s'en occuper.

Fralib, Petroplus, Arcelor... contre les fermetures d'entreprises !

La législation doit changer pour pouvoir reprendre les entreprises abandonnées par les fonds d'investissements. Les licenciements boursiers doivent être interdits, les droits des salariés - y compris à la reprise de leur entreprise sous forme de SCOP - doivent prévaloir sur les intérêts des financiers.

Et pour toutes les questions sociales, il faut ainsi renforcer les droits des salariés. Restaurer la confiance des salariés, pas des marchés financiers, telle est la mission de la gauche.

Réorienter l'Europe

La crise ne cesse de rebondir avec la Grèce exsangue, les banques espagnoles qui demandent 50 milliards C'est la politique de Merkozy, celle de l'austérité, du traité européen qui approfondit la crise. Le coup de pouce au social a un pendant évident : soutenir une autre politique économique et de création d'emplois en s'opposant au traité Merkozy. Les peuples d'Europe attendent une nouvelle politique. Les votes en Allemagne l'attestent, les mobilisations sociales aussi.

Il n'y a pas de doute : la réussite de la gauche ce sera le progrès social et la réorientation de l'Europe. Pour réussir le changement enclenché par l'élection de François Hollande, il faut une majorité de gauche à l'Assemblée le 17 juin au soir. Il faudra aussi la mobilisation sociale et citoyenne pour contrer un patronat à l'offensive pour s'opposer à toute avancée sociale et qui « joue » contre l'emploi avec la multiplication de plans de licenciements.

La Commission européenne persiste et signe !

Décidément les dogmes libéraux sont toujours en vogue à Bruxelles, comme le montre le rapport de la Commission à propos de la France. La Commission en appelle à des « réformes structurelles » en France, c'est-à-dire une nouvelle libéralisation du marché de la force de travail. Pourtant, le Royaume-Uni a perdu encore plus de marchés à l'international que la France. Il n'y a pourtant pas de marché de la force de travail plus libéralisé qu'en Grande Bretagne !

La Commission prône la « modération salariale », critique le manque de flexibilité du travail, le « haut degré de protection légale » incluse dans les contrats de travail ! Elle préconise que les licenciements économiques devraient être rendus possibles pour améliorer la rentabilité des entreprises ! Il est temps de rappeler à Barroso et à son équipe que les électeurs de France viennent de voter CONTRE ce qu'ils proposent, d'autant que la politique préconisée par la Commission entraîne l'Europe dans la récession !